

ARRETE DU MAIRE

N° 03-2024-54

Le Maire de la Commune de CHAUMONTEL

VU la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU la Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2122-21 et suivants, L2131-1, L2131-2, L2212-2, L2213-1 et L2213-6 ;

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques, notamment l'article L 2125-1 ;

VU le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L113-2 ;

VU le Code de la Route notamment l'article L411-1 ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 12 décembre 2022 fixant le montant de la redevance d'occupation du domaine public routier communal ;

Autorisation d'occupation temporaire du domaine public

Lieu impacté :
Commune de
Chaumontel

Objet :

Arrêté municipal
portant autorisation
d'occupation du
domaine public –
Installation de 2
rôtissoires Maison
WEISS

CONSIDERANT qu'en 2023, il a été constaté l'occupation du domaine public communal par la présence de deux rôtissoires, au droit de la propriété sise allée de la Poire Bézy à Chaumontel dont le gestionnaire est la Maison WEISS, représentée par Monsieur Steven WEISS,

CONSIDERANT qu'aucune demande écrite n'a été effectuée en 2023 auprès des services communaux par Monsieur Steven WEISS, pour l'installation de ces appareils ;

CONSIDERANT que toute occupation du domaine public est assujettie à redevance ;

CONSIDERANT qu'afin que, la Maison WEISS, représentée par Monsieur Steven WEISS, puisse continuer d'occuper le domaine public par ces appareils au droit de sa devanture, il est nécessaire de régulariser la situation ;

A R R Ê T E

Article 1 - Autorisation

Le bénéficiaire la Maison WEISS, représentée par Monsieur Steven WEISS, sise allée de la Poire Bézy à Chaumontel, est autorisée à occuper le domaine public pour installer ces rôtissoires le long de la façade de son établissement, à charge pour cette dernière de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Cette autorisation est accordée pour l'année civile 2023.

Article 2 - Prescriptions techniques particulières

L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers. Toute disposition pour assurer la sécurité des usagers de la dépendance domaniale sera prise. Le trottoir doit rester libre de tout mobilier et un passage de 1,40 m minimum est impérativement réservé pour le cheminement des piétons.

L'installation des rôtissoires sera disposée de manière à ne jamais entraver l'écoulement des eaux.

Article 3 - Redevance

La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance annuelle, calculée conformément aux dispositions décidées par délibération du Conseil Municipal du 12 décembre 2022.

Son montant est de 100 € (Cent euros), détaillé ci-après :

$R = \text{Redevance annuelle} = \text{Prix par unité} \times \text{nombre d'unité}$

Prix par unité : tarif de base pour l'occupation du domaine public communal, en et hors agglomération conformément à la délibération du Conseil Municipal, pour installation d'un appareil de cuisson : 50 €/an

Nombre d'appareil de cuisson 2 : $2 \times 50\text{€} = 100\text{€}$

Article 4 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Le permissionnaire est responsable vis à vis de la Ville de dégradations de voirie et réseaux qui surviendraient du fait de son activité et/ou de ses installations.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 - Autres formalités administratives

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants et L.421-4 et suivants.

Il est expressément rappelé que le présent arrêté ne vaut pas arrêter de circulation.

Plus généralement, l'obtention du présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements.

Article 6 - Validité et renouvellement de l'arrêté

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée d'UN AN à compter du 01 JANVIER 2023.

Le permissionnaire devra, au moins deux mois avant l'expiration de l'autorisation qui lui a été accordée, solliciter son renouvellement.

Le renouvellement de la permission de voirie ne peut se faire que sur demande expresse du pétitionnaire.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Article 7 - Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du maire dans les deux mois suivant sa notification. Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de CERGY, dans un délai de 2 mois suivant sa publication ou le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Article 8 - Exécution

Monsieur le Maire de Chaumontel, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Asnières-sur-Oise, la Police Municipale de Chaumontel, sont chargés chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9 - Ampliation

Le présent arrêté sera affiché sur la commune de Chaumontel et ampliation transmise à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de gendarmerie d'Asnières sur Oise,
- Madame la Directrice Générale des Services,
- Monsieur le Responsable du Service de Police Municipale
- Monsieur Steven WEIS.

Fait à CHAUMONTEL, 1^{er} août 2024



#signature#